European Milk Board (EMB)

Prise de position
sur les accords de libre-échange de l'UE avec des pays tiers

La Commission européenne poursuit une politique commerciale offensive et une stratégie tournée vers les exportations. Dans ce contexte, l'agriculture est souvent présentée comme une gagnante des accords de libre-échange (mots-clés : diversification des débouchés à l'exportation, accroissement des recettes sur le marché).

L'European Milk Board (EMB) jette cependant un regard critique sur la politique de libre-échange actuelle du point de vue des producteurs européens, et tout particulièrement des éleveurs laitiers, ainsi que des consommateurs. L'ouverture du marché aura des conséquences très sérieuses pour le secteur laitier.

Pour une politique commerciale équitable

Le commerce n'est équitable que si les bénéfices et les coûts des accords de libre-échange internationaux sont répartis de manière juste et que des critères écologiques et sociaux sont pris en compte. Le commerce ne peut pas se réduire à une course aux profits des entreprises, mais doit bénéficier à tous les acteurs impliqués. Dans ce contexte, nous souhaitons attirer l'attention sur le Mandat Commercial Alternatif de l'UE (*Alternative Trade Mandate*, ATM), qui a été développé par plus de 50 organisations de la société civile, afin de provoquer un débat public autour d'une modification fondamentale des objectifs poursuivis et des méthodes employées par la politique commerciale européenne.

Des principes importants pour des accords de libre-échange équitables :

- Préservation du principe de précaution de l'UE et refus du nivellement des normes ;
  - Sanctuarisation des normes de consommation (la qualité des aliments et les aspects sanitaires doivent rester garantis) ;
  - Pas d'abaissement des normes de protection de l'environnement et des animaux ;
  - Maintien des normes sociétales, sociales et du droit du travail ;
- Alignement des règles de concurrence pour les producteurs (voir par exemple la problématique de l'accord de libre-échange avec la Nouvelle-Zélande ainsi que l'accord d'association avec l'Ukraine) ;

EMB - European Milk Board ASBL
Rue de la Loi 155, 1040 Bruxelles
Tel: +32 (0)2 8081935, Fax: +32 (0)2 808 8265
office@europeanmilkboard.org - www.europeanmilkboard.org

- Pas de politique d'ouverture progressive des marchés de l'UE envers les pays tiers et pas de mise en danger de l'agriculture locale ;
- Garantie de l'autonomie et de la juridiction des Etats (protection des investisseurs) ;
- Transparence, participation citoyenne et prise de décision démocratique lors des négociations ;
- Préservation de la souveraineté alimentaire des pays (la politique commerciale et la libéralisation ne peuvent pas devenir une cause de pauvreté et de migration dans les pays tiers) ;
- Les produits agricoles doivent être exclus des traités de libre-échange ;
- Pas d'industrialisation de l'agriculture à des fins d'augmentation des exportations ;
- Les exportations ne peuvent pas servir de déversoir pour la surproduction européenne ;
- La spéculation sur les denrées alimentaires doit être empêchée (un marché équilibré doit être une condition préalable).

L'avenir du commerce : honnête, sûr et équilibré !

Des accords commerciaux équitables doivent apporter prospérité et croissance économique à tous les partenaires. L'UE doit y veiller, de manière fondamentale et avec honnêteté. Elle lui incombe la responsabilité importante de s'assurer que les accords commerciaux n'ont un impact négatif ni sur les acteurs de sa propre population, ni sur ceux d'autres sociétés.

Nous sommes convaincus que les secteurs sensibles, comme l'agriculture et en particulier le secteur laitier, doivent être exclus des négociations. Il s'agit de secteurs d'importance stratégique, qui portent la responsabilité de l'approvisionnement en aliments sûrs et sains et donc de la souveraineté alimentaire de l'UE. Nous ne pouvons pas accepter les atteintes et les risques que la poursuite d'une politique commerciale à dominance libérale, par le biais d'accords commerciaux internationaux inéquitables, fait peser sur la population, les producteurs et l'environnement. Le secteur agricole ne doit pas être sacrifié dans les négociations en échange de concessions dans d'autres secteurs.

L'EMB exprime son soutien clair aux agriculteurs et aux éleveurs laitiers, le maillon le plus faible de la chaîne d'approvisionnement, et prend le parti de la société et des consommateurs contre une politique commerciale à dominance libérale.

EMB - European Milk Board ASBL
Rue de la Loi 155, 1040 Bruxelles
Tel: +32 (0)2 8081935, Fax: +32 (0)2 808 8265
office@europeanmilkboard.org - www.europeanmilkboard.org